

ENQUÊTE

Les métamorphoses du socialisme

III. - La revanche des technocrates

par ALAIN VERNHOLLES

Unis sur les grands principes - la justice, la liberté, la primauté de l'intérêt général, - les socialistes étaient divisés, avant 1981, sur les problèmes concrets du pouvoir et de la production. Cependant les « politiques » en leur sein l'emportaient sur les « économistes » (Le Monde du 10 octobre). Les nouvelles orientations de la gauche marquent une inversion du rapport des forces.

Les socialistes au pouvoir ont dû rapidement confronter leur vision avec la réalité. Et celle-ci leur a renvoyé une image du monde et des choses assez différente de ce qu'ils imaginaient ou faisaient semblant d'imaginer. Leurs trois années de pouvoir ont été marquées par trois grands débats qui ont déchiré les croyances, mis à nu les tactiques, bouleversé les stratégies et finalement transformé profondément le discours politique.

Le premier débat se situe à l'automne 1981. La relance du printemps n'a pas été relayée en France par la reprise des affaires qu'on attendait dans le monde, et aux Etats-Unis en particulier. Très rapidement, notre balance commerciale s'est déséquilibrée. M. Delors, qui a lui-même sous-estimé l'ampleur du déficit extérieur, juge la

situation si dégradée qu'il envisage dès cette époque de bloquer les salaires. Il demande des mesures de rigueur, notamment en matière budgétaire, mais ne les obtient pas. Le projet de budget de l'Etat préparé pour 1982 par M. Fabius avec l'assentiment de M. Mauroy comporte une augmentation des dépenses publiques de presque 28 % et un fort accroissement du déficit (+ 25 %). C'est le chancelier Schmidt qui imposera en octobre au gouvernement français - pour prix de la réévaluation du deutschemark et de la dévaluation du franc - un premier train d'économies budgétaires.

Le deuxième débat prend place entre janvier et août 1982. La situation ayant continué de se dégrader fin 1981 (nos prix augmentent beaucoup plus vite qu'à l'étranger), MM. Mauroy et Delors imposent à la hussarde en juin 1982 avec la deuxième dévaluation du franc un blocage des prix et des salaires. Le choc est rude. Il surprend tout le monde, M. Mitterrand, comme le Parti socialiste, qui n'a pas été consulté. Il n'est pourtant pas suffisant, puisque les autres mesures prévues ne suivent

pas. Aussi MM. Mauroy et Delors adressent-ils une note de vingt pages au président de la République pour décrire la situation et les risques graves qu'elle comporte : asphyxie de notre économie, endettement extérieur trop important.

La réponse vient progressivement de l'Élysée : freinage très net des dépenses publiques dans le budget de 1983 ; limitation du déficit public à 3 % du produit national ; freinage des dépenses de la Sécurité sociale ; limitation des assurances-chômage ; mise en veilleuse de la réduction de la durée du travail. Mme Questiaux, symbole de l'autonomie du social par rapport au financier, a quitté le ministère de la solidarité dès le mois de juin.

Le troisième débat se situe en mars 1983. Il faut aller plus loin que les mesures de juin 1982, nos paiements extérieurs étant de plus en plus déficitaires, notre endettement de plus en plus lourd. Le plan du 25 mars est annoncé en même temps qu'un nouveau réajustement monétaire. Le but est de comprimer la demande interne

pour ralentir les importations et orienter les entreprises sur les marchés étrangers.

Une fois encore le choc est rude. Le gouvernement renonce à prendre des mesures protectionnistes, décide de rester amarré au système monétaire européen et choisit de transférer - sous forme d'impôts, d'emprunts forcés et de taxe pétrolière - une soixantaine de milliards de francs du compte des ménages sur ceux de l'Etat, de la Sécurité sociale et des grandes entreprises nationales.

Une page est tournée sur la politique menée en 1981. On s'interdit même d'y revenir en empruntant (mai-juin) 4 milliards d'ECU, soit l'équivalent d'une trentaine de milliards de francs, auprès de la CEE, signe de l'alignement de notre politique économique sur celles des pays européens.

Le cap sera tenu malgré la forte augmentation du chômage qui se produira à la fin de 1983. Et c'est M. Mitterrand qui soutiendra publiquement l'idée de la nécessité des restructurations industrielles - c'est-à-dire concrètement les licenciements qu'elles imposent. Au début d'avril 1984, le président de la République commentera, au cours d'une conférence de presse, un plan rigoureux de repli de la production d'acier.

Dissiper trois malentendus

Au fil de ces trois débats essentiels qui furent autant d'étapes déterminantes pour les socialistes, le rapport de forces a basculé. Dans le formidable et frénétique enchaînement des événements, des difficultés et des décisions gouvernementales, ceux qui avaient inspiré le programme commun, le projet socialiste, puis les cent dix propositions - l'aile politique du parti - laissèrent libre le terrain de la pensée et de l'action économiques. Les propositions faites par l'aile gauche du parti consistant à résoudre la crise par plus de croissance (la sortie par le haut) ne furent pas plus crédibles que les solutions avancées par des hommes comme M. Pierre Uri, qui proposait de tout résoudre par une transformation complète de notre fiscalité.

Le terrain, à peu près désert, fut progressivement et complètement occupé par les statisticiens et les économistes, ceux dont la vision technocratique et peu imaginative avaient l'avantage de la cohérence et d'une communauté d'analyse avec les pratiques étrangères.

Ces « occupants » eurent le mérite d'éviter une catastrophe économique, l'« infarctus » dont parlait M. Delors dès la fin de 1981. Ils durent, pour ce faire, dissiper trois malentendus :

1) L'idée, qui fut celle du début du septennat, que la France peut mener une politique économique autonome, manqua de réalisme. Elle a pourtant vécu jusqu'au début de 1983, époque où certains imaginaient encore la France et la RFA partenaires égaux en puissance. Ce qui fut proposé à M. François Mitterrand au début de l'année dernière constituait un véritable coup de poker : menacer la RFA d'un retrait de la France du SME pour obtenir de notre voisin une relance qui stimulerait ses importations, et donc notre commerce extérieur (comme notre relance de 1981 avait stimulé l'activité outre-Rhin). M. Mauroy lutta pied à pied contre cette idée. Quand le président de la République fut convaincu, après bien des hésitations, des risques importants que courrait le pays en sortant du SME, la taille de notre économie et sa puissance reprirent de plus justes proportions.

C'est alors que l'attention se porta vraiment sur l'entreprise : un rapport patronat-administration fit le point sur ses charges (juillet 1983) ; le plan de rigueur de mars lui épargna toute imposition sup-

plémentaire. A la loi de janvier 1983 sur « le développement des investissements et la protection de l'épargne » succéda en juillet 1984 une autre loi sur « le développement de l'initiative économique ». La lutte contre l'inflation des prix et des salaires sera poursuivie, en grande partie pour l'entreprise.

Peu à peu apparaissent des réalités longtemps ignorées : le besoin qu'ont les firmes de gagner de l'argent, d'être rentables, de faire des profits, leur rôle capital pour l'économie et l'emploi en particulier. On oublie les formules employées quelques années plus tôt : « Sortir de la logique de la rentabilité » (François Mitterrand en octobre 1979), « les femmes et les hommes sacrifiés au profit » (M. Mermaz en juillet 1981). L'entreprise est de moins en moins le lieu d'exploitation des travailleurs, de plus en plus la cellule qui distribue des revenus et crée des emplois.

2) La méconnaissance des problèmes financiers autant que le souci de la rationalité et la volonté de réformer des mécanismes jugés inefficaces et parasitaires ont débouché sur le projet d'une banque nationale d'investissements, banque unique, décidant tout, centralisant tout. L'idée avorta vite. Elle est cependant révélatrice de l'état d'esprit qui prévaut au cours des premiers mois d'exercice du pouvoir. Etat d'esprit qui, d'une certaine façon, nie l'utilité du marché et les avantages de la décentralisation. De même que l'idée d'un moratoire en faveur des entreprises trop endettées avancée en septembre 1982 à Figeac par M. Mitterrand nie la fonction bancaire.

Rompus aux mécanismes financiers, M. Delors critiquera d'autant plus les banques qu'il en sera le meilleur défenseur tout au long des années qu'il passera rue de Rivoli. Son action aura le mérite de poser le vrai problème - celui de l'importance des circuits financiers dans les réussites économiques - et d'éviter des solutions moralisatrices inadéquates. On finira par comprendre que la véritable critique à porter aux banquiers n'est pas de faire leur métier (reproche moral), mais de le faire mal (reproche fonctionnel).

3) Les multinationales, d'abord regardées avec méfiance, deviennent des partenaires possibles. Autant l'attitude des entreprises françaises nouvellement nationalisées est réservée vis-à-vis des grands groupes étrangers jusqu'à la fin de 1982, autant cette attitude change à partir de 1983-1984. L'aspect financier un peu mystérieux (d'où viennent les capitaux ? qui les contrôlent ?) perd de l'importance par rapport aux aspects industriels. Les multinationales sont peu à peu considérées comme des partenaires

normaux du jeu avec lesquels des accords peuvent être passés, comme l'avait fait ELF-Aquitaine en avril 1982 avec Texax Gulf. Thomson montrera le chemin en avril 1983 en passant un accord avec le groupe japonais JVC. Le changement d'attitude va plus loin puisque l'on regrette aujourd'hui que des alliances plus nombreuses n'aient pas été conclues, qui nous auraient évité certains retards. Thomson multiplie maintenant de tels accords dans le domaine des composants.

L'avenir de la social-démocratie

Quand on refait l'itinéraire de la pensée socialiste en matière économique, on s'aperçoit bien évidemment que des changements très importants sont intervenus. Des changements qui ne portent pas seulement sur la conjoncture, c'est-à-dire sur le temporaire, mais des changements imposés par la conjoncture et qui portent sur le fond.

On peut s'interroger sur le fait de savoir si les hommes qui - avant 1981 - ont le plus influencé l'idéologie de gauche en matière économique, si ces hommes qui étaient des politiques travaillant avant tout et sans nuances pour la conquête du pouvoir, ont modifié en profondeur leurs analyses et leur vision des choses. Une vraie question, dont dépendra notamment le programme de la gauche pour les élections législatives de 1986 puis plus tard l'avenir de la social-démocratie en France.

Dans l'immédiat force est de constater qu'à partir de 1982 M. Mitterrand a de plus en plus écouté ceux que l'on n'attendait pas : les économistes et les techniciens. Ceux-ci, après avoir conquis le terrain de la pensée économique, occupent maintenant la plupart des postes-clés et imposent quotidiennement leurs visions des choses. Une vision conformiste sûrement, sage et réaliste probablement. Le départ de M. Delors, l'isolement de M. Rocard n'infirmant pas - ou pas encore - cette constatation essentielle.

Quoi qu'il arrive au cours des prochains mois, l'expérience et la contre-expérience des socialistes au pouvoir seront d'une importance capitale. A travers les erreurs, les renoncements, les conversions, les essais réussis de la gauche, c'est l'ensemble du pays qui s'est ouvert au débat économique et le considère maintenant comme essentiel. Il était temps.

Prochain article :

L'EXERCICE SOLITAIRE DE LA DIPLOMATIE par JACQUES AMALRIC.

(Publicité)

UN SEMESTRE aux USA
 Pour tous niveaux, bac, Deug, Maitrise, Doctorat : immersion linguistique ou préparation d'un B.A., d'un Master ou d'un Ph.D., dans une grande université de Floride ou de Californie. Formule incluant cours, hébergement, repas. Départ JANVIER. Doc contre 5 timbres.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
 U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly, 722.94.94.

L'Éducation de L'Éducateur
 OCTOBRE 1984
ÊTRE BON ELEVE
 Les cracks du système scolaire, les vedettes des classes préparatoires et des concours sont toujours là. Qui sont-ils ces « bosseurs », ces champions qui font la joie des professeurs et la fierté des familles ? Comment le devient-on ? *Le Monde de l'éducation* ne donne pas de recette, mais analyse et décrit leur situation.
 Aussi au sommaire :
QUI SONT LES PROFESSEURS DE COLLÈGE ?
 Ils sont quatre-vingt mille : de la sixième à la troisième, un professeur sur deux. Ils enseignent deux matières. Ils sont méconnus et mal considérés. Injustement.
MATERNELLE A DEUX ANS : OUI OU NON ?
 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
 11 F

LIVRES
POLONAIS
 et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est
 Catalogues sur demande
LIBELLA
 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
 Tél : 326-51-09

PRINTEMPS
LE SCOOP DU JOUR ! LA VESTE RETRO
 Veste droite, 80% laine, 15% polyamide, 5% polyester.
750 F
LES SCOOPS DE BRUMMELL
 Nation/Parly 2
 Vélizy 2/Italie
 République
 Ternes/Brummell
 Haussmann